

## Communiqué de presse

20 février 2024

France urbaine  
22, rue Joubert  
75009 Paris  
Tel : 07 56 82 02 21  
Contact presse :  
[p.logette@franceurbaine.org](mailto:p.logette@franceurbaine.org)

## Logement, sécurité, santé et transition écologique : la présidente de France urbaine fixe les priorités des grandes villes et métropoles lors d'une rencontre avec le Premier ministre

***Johanna Rolland, présidente de France urbaine, maire de Nantes, présidente de Nantes Métropole, a rencontré ce jour le Premier ministre, Gabriel Attal à Matignon. Au nom de France urbaine, Johanna Rolland a livré les enjeux majeurs des grandes villes et métropoles.***

« ***Être utile et faire avancer le pays*** » : ce sont par ces mots que Johanna Rolland, a rappelé le logiciel de France urbaine, qui s'inscrit dans une logique transpartisane. L'occasion d'indiquer que France urbaine représente des territoires émettant 2/3 des émissions de gaz à effet de serre (GES) et compte 30 millions de Françaises et de Français, dont 2/3 de la population la plus modeste.

Pour être efficaces et répondre notamment au défi climatique, **les territoires urbains plaident en faveur de la création d'une Autorité organisatrice de la transition écologique solidaire (AOTES)**, qui s'appuierait sur les grandes intercommunalités et métropoles. Cette nouvelle étape de la décentralisation est une des contributions portées à l'attention du député de l'Oise, Éric Woerth, qui s'est vu confier une mission par le président de la République sur les enjeux de la décentralisation. L'occasion d'énoncer des contreparties nécessaires : « ***Nos territoires émettant 2/3 des GES, nous souhaitons obtenir 2/3 des crédits du Fonds vert. À cet égard, nous déplorons la réduction du Fonds vert, dès cette année, avec une diminution annoncée de 400 millions d'euros. C'est un très mauvais signal pour nos territoires engagés dans la transition écologique et énergétique*** » a expliqué la présidente de France urbaine. Il a été demandé au Premier ministre **de reconsidérer les taux plafonds du Versement mobilités (VM)** dans les grandes agglomérations pour une offre à la hauteur des enjeux.

Face à la crise sans précédent que traverse le secteur du logement, Johanna Rolland a rappelé la nécessité que l'État s'engage pleinement, en particulier sur l'hébergement d'urgence qui est et doit rester de la compétence de l'État. Au nom de France urbaine, elle a plaidé contre toute remise en cause de la loi SRU, qui permet de loger des ménages aux revenus modestes : « ***Le détricotage de cette loi fragiliserait notre pacte républicain déjà fracturé*** ». La présidente a aussi proposé **un renforcement des Autorités organisatrices de l'habitat (AOH) portées par les intercommunalités, sur la base du volontariat**. « ***Il convient d'aller plus loin et plus vite, via ces AOH notamment en leur déléguant les crédits de la rénovation énergétique des logements pour plus d'efficacité*** ».

Sur la santé mentale, France urbaine est active sur le sujet depuis plusieurs années, notamment avec l'Appel de Nantes (novembre 2022). L'association et le gouvernement sont alignés : « ***Nous devons collectivement aller plus loin sur les enjeux de santé mentale et mener des expérimentations sur nos territoires, également sur les questions d'isolement et de solitude*** » a indiqué la présidente.

Concernant la santé et la désertification médicale, **France urbaine souligne la nécessité d'apporter des solutions**, y compris dans les territoires urbains, en particulier dans les quartiers prioritaires de la ville (QPV) : **attirer et fidéliser les professionnels, sans entrer dans une logique de concurrence territoriale**. Les centres de santé, dont les collectivités sont souvent les financeurs, restent fragiles sur le plan économique. « ***Nous nous alarmons par ailleurs de l'urgence budgétaire de l'hôpital et des EHPAD publics. Nous avons besoin d'une loi de programmation pluriannuelle permettant d'avoir de la visibilité dans l'action*** » a affirmé Johanna Rolland.

En matière d'insécurité et de drogue, la présidente de France urbaine a réitéré **les attentes exprimées dans l'appel des 50 maires lancé à l'automne dernier pour un plan national et européen contre le trafic de stupéfiants**. « ***L'annonce par le Premier ministre de nouvelles mesures pour le gel des avoirs des trafiquants va dans ce sens*** » a souligné Johanna Rolland qui a, en outre, rappelé l'attente des élus des grandes villes **pour une territorialisation des moyens de la justice en rapport avec l'évolution démographique et le nombre de délits constatés**. Elle a également réaffirmé l'action essentielle à mener sur **la prévention**, notamment par la médiation sociale, la lutte contre l'errance, les marginalisations ou les addictions. **La présidente de France urbaine a enfin demandé au Premier ministre un cap clair et des moyens à la hauteur des enjeux pour la sécurité du quotidien des habitantes et des habitants des grandes villes et métropoles.**

#### **FRANCE URBAINE, AU SERVICE DE L'ALLIANCE DES TERRITOIRES**

Présidée par **Johanna Rolland**, maire de Nantes et présidente de Nantes Métropole, France urbaine incarne **la diversité urbaine** et promeut l'alliance des territoires. Portée par des élus de toute tendance politique, **l'association est composée de 110 membres**. Elle représente 2 000 communes de toutes tailles dans lesquelles résident près de 30 millions de Français. L'association porte **une vision politique et technique au service de ses adhérents et des citoyens** en engageant un dialogue permanent avec l'ensemble des acteurs de la société aux niveaux local, national, européen et international. **Elle éclaire la décision publique** sur les principaux sujets qui concernent les territoires urbains et la décentralisation.